



Municipales : la grande confusion

À l'issue d'un second tour marqué par une forte abstention, le paysage politique reste très éclaté. Le RN progresse dans les villes moyennes, la droite et le PS se partagent les grandes villes, LFI progresse. Au sein des gauches, les échanges sont de nouveau à couteaux tirés à un an de la présidentielle.

Lénaïg Bredoux et Ilyes Ramdani

23 mars 2026 à 00h50

La victoire pour tous et toutes : c'est l'enseignement qu'ont tiré les principales formations politiques au soir du second tour des élections municipales, dimanche 22 mars. À un an de la présidentielle, celui-ci est surtout marqué par une grande confusion, avec beaucoup de communes qui basculent, et des électorsats qui se contredisent d'une ville à l'autre.

Dans ce scrutin, les réalités locales dominent parfois les logiques nationales et tout ne peut pas se lire à l'aune des débats stratégiques nationaux.

En revanche, un enseignement ne change pas d'une élection à l'autre. Au second tour, l'abstention atteint un niveau record pour des élections municipales. La participation est estimée à 57 % cette année. Elle est certes supérieure à celle de 2020 (41,6 %), mais il s'agissait d'une année exceptionnelle en raison de l'épidémie de covid-19. Si on compare à 2014, la chute est de 5 points...



© Photomontage Mediapart

La crise démocratique s'aggrave donc, dans une indifférence quasi générale, et mine peu à peu la légitimité de celles et ceux qui sont élu-es. Dimanche soir, sur le plateau de *Mediapart*, le politiste Youssef Souidi, coauteur de *Nouvelle cartographie électorale de la France* (Textuel, 2026), donnait l'exemple de Mulhouse (Haut-Rhin), ville remportée par un centriste au terme d'une quinquangulaire, avec 5 556 votes : « *Cela représente 24 % des votes exprimés, et 10 % seulement des inscrits. La légitimité à mener des politiques publiques est discutable.* »

Il y avait alors quelque chose de risible à voir défilé sur les plateaux de télévision les principaux responsables des partis politiques pour clamer leur victoire – et blâmer les autres – sans évoquer, ou de façon cosmétique, cette désertion des urnes.

Les Français-es qui ont voté ont en tout cas choisi de changer de maire dans de nombreuses villes – « *on assiste à une vague dégagiste* », selon le coordinateur national de La France insoumise (LFI), Manuel Bompard, dont le premier bénéficiaire est sans doute le Rassemblement national (RN).

Le RN : des villes moyennes et Nice

Le parti de Jordan Bardella remporte de nombreuses villes moyennes : **Draguignan** (Var), **Carcassonne** (Aude), **Castres** (Tarn), **Agde** (Hérault), **La Flèche** (Sarthe), **Liévin** (Pas-de-Calais), **Vierzon** (Cher)... Il gagne aussi deux villes symboliques : **Carpentras** (Vaucluse),

marquée en 1990 par la profanation du cimetière juif de la ville, et **Rivesaltes** (Pyrénées-Orientales) où le camp militaire « *représente la tache indélébile de Vichy* », selon l'expression de l'historien Denis Peschanski.

Le RN seul échoue à s'emparer d'une grande ville : il a perdu à **Nîmes** (Gard) et à **Toulon** (Var). Mais son allié de l'Union des droites pour la République (UDR) remporte la cinquième commune de France avec Éric Ciotti qui bat son ennemi intime Christian Estrosi à **Nice** (Alpes-Martimes).

Première victime de la progression du vote RN, à Nice comme ailleurs, la droite ne s'en estime pas moins renforcée par le résultat du second tour. Le parti Les Républicains (LR) est le « *premier de France* », a de nouveau fanfaronné son président, Bruno Retailleau, dimanche soir. La droite traditionnelle perd pourtant **Nîmes** et **Saint-Étienne** (Loire), elle échoue à conquérir Paris, **Lyon** (Rhône) et **Marseille** (Bouches-du-Rhône), mais elle se maintient dans les villes moyennes et gagne **Brest** (Finistère) et **Clermont-Ferrand** (Puy-de-Dôme).

De la même façon, les macronistes sont quasi inexistantes sur la carte politique de la France, mais ils sont heureux. « *Nous doublons notre nombre d'élus locaux* », a salué Gabriel Attal, le secrétaire général du parti Renaissance, qui revendique deux cents maires à travers le pays. Deux d'entre eux offrent à la formation macroniste des vitrines qui embellissent nettement le bilan : **Annecy** (Haute-Savoie) et **Bordeaux** (Gironde), bientôt dirigées par les anciens ministres Antoine Armand et Thomas Cazenave.

LFI et le PS entament la bataille des récits

À gauche, l'autosatisfaction le dispute à une âpre bataille des récits. Il suffisait d'entendre, dès dimanche soir, les réactions des dirigeant-es des différents partis de gauche pour comprendre que le second tour des élections municipales n'a rien réglé des débats stratégiques qui les traversent. « *La France insoumise fait perdre* », a estimé Pierre Juvet, le porte-parole du Parti socialiste (PS), pendant que Manuel Bompard, le coordinateur national du mouvement insoumis, a salué une « *percée insoumise amplifiée* » au moment où « *les partis traditionnels marquent le pas* ».

Dans les faits, chaque formation de gauche peut s'appuyer sur quelques municipalités pour revendiquer un succès dimanche soir. Deux ans après des élections législatives dont ils sont sortis requinqués, les socialistes peuvent souffler à l'issue d'un scrutin municipal qui aurait pu les fragiliser : leurs élu-es dirigeront toujours **Paris, Marseille, Lille** (Nord), **Nantes** (Loire-Atlantique), **Rennes** (Ille-et-Vilaine), **Montpellier** (Hérault), **Rouen** (Seine-Maritime) ou encore **Le Mans** (Sarthe).

Le PS peut aussi se targuer de quelques conquêtes symboliques. À **Saint-Étienne**, l'ancien député Régis Juanico fait basculer une ville marquée par l'affaire Perdriau, tandis qu'à **Pau** (Pyrénées-Atlantiques), Jérôme Marbot l'emporte face à l'ancien premier ministre François Bayrou. « *Il n'y a que la gauche pour éviter à la France une régression réactionnaire et ultralibérale* », a réagi Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, en appelant à se rassembler avec « *ceux qui refusent de céder au bruit et à la fureur* ».

Une enjambée peut-être hâtive vers l'élection présidentielle censée prouver que la stratégie de distanciation du PS vis-à-vis de LFI est la bonne. François Hollande n'a pas non plus tardé à diagnostiquer « *l'impasse* » de la « *ligne de l'union pour l'union* ». Dans son esprit comme dans ceux de plusieurs responsables socialistes, les défaites des listes d'union conduites par des insoumis à **Toulouse** (Haute-Garonne) et **Limoges** (Haute-Vienne) montrent le plafond de verre auquel se heurterait LFI au second tour.

« **L'arithmétique à gauche n'a pas fonctionné.** »

Étienne Ollion, politiste

La question occupera l'essentiel des esprits à gauche dans les prochains jours : que raconte ce 22 mars du comportement de l'électorat de gauche lorsqu'il se voit proposer une large union de la gauche ? Le corollaire n'est pas moins passionnant : l'union des partis de gauche traditionnelle engendre-t-elle une mobilisation de type « *barrage* » de l'électorat de droite et d'extrême droite ?

C'est en tout cas l'hypothèse que soulève la lecture des résultats de plusieurs villes. Ainsi à **Clermont-Ferrand**, où la gauche perd pour la première fois depuis la Libération, le RN perd 8 points entre le premier et le

second tour. Même phénomène à **Brest** où le PS est battu.

« *L'arithmétique à gauche n'a pas fonctionné* », semble-t-il, a expliqué sur *Mediapart* le politiste Étienne Ollion, évoquant un « *front des Républicains contre les alliances à gauche* ». « *Dans les années 1980, quand Dreux passe à droite dans une coalition avec l'extrême droite, Jacques Chirac avait dit : "il vaut mieux ça qu'une ville codirigée avec des communistes". Nous assistons peut-être à un retour de la peur rouge au centre-droit et à droite.* »

Spécialiste du RN, la chercheuse Safia Dahani souligne aussi « *la capacité de la droite à mobiliser contre les listes de gauche qui fusionnent. Notamment auprès des électeurs d'extrême droite* ».

Déjà, les cadres de LFI ont tenté de défendre une autre lecture des résultats : le problème n'est pas l'union, ont-ils expliqué, mais les circonstances de l'union. Et le contexte de vives critiques d'une partie de la gauche qui a accompagné ces alliances. « *Le travail de sape mené par le PS de François Hollande et Jérôme Guedj contre La France insoumise a été délétaire*, a dénoncé Éric Coquerel, député insoumis de Seine-Saint-Denis, sur TF1. *Il a ouvert la voie à l'élection de maires de droite et d'extrême droite.* »

Pour LFI, la soirée n'est pas aussi radieuse que celle du 15 mars. La stratégie d'alliances portée par le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'a pas permis de l'emporter à **Toulouse** et **Limoges**, donc, mais aussi à **Clermont-Ferrand**, **Brest** et **Tulle** (Corrèze). Dans les deux dernières, l'ironie est d'autant plus forte que ce sont deux proches de François Hollande qui avaient conduit ces rassemblements.

La réalité électorale n'est toutefois pas uniformément défavorable à LFI au soir du 22 mars. Les stratégies d'union se sont parfois avérées payantes, comme à **Nantes** que la maire sortante Johanna Roland, numéro deux du PS, conserve à la faveur d'une alliance large à gauche. Les alliances des majorités écologistes sortantes de **Lyon**, **Grenoble** (Isère) et **Tours** (Indre-et-Loire) l'ont aussi emporté avec LFI.

Et puis, le mouvement mélenchoniste peut savourer son incontestable percée dans les banlieues populaires. Une

semaine après avoir gagné à **Saint-Denis** (Seine-Saint-Denis), LFI va diriger **Roubaix** (Nord), **La Courneuve** (Seine-Saint-Denis), **Creil** (Oise), **Vaulx-en-Velin** et **Vénissieux** (Rhône). De quoi accrédi-ter la stratégie insoumise d'ancrage fort dans les quartiers populaires à un an de la présidentielle. « *L'année prochaine, la nouvelle France peut balayer la macronie et ses politiques de malheur* », n'a pas manqué de réagir Manuel Bompard.

Les Écologistes : Lyon cache la forêt

En 2020, ils étaient la surprise du scrutin à gauche. Six ans plus tard, Les Écologistes n'ont pas tout perdu mais ont beaucoup perdu : **Strasbourg** (Bas-Rhin) est reprise par les socialistes avec la baronne Catherine Trautmann ; **Annecy** est remportée par le macroniste Antoine Armand tout comme **Bordeaux** avec Thomas Cazenave et **Poitiers** (Vienne) où la sortante est battue par un centriste, Anthony Brottier. **Besançon** (Doubs), où l'écologiste Anne Vignot l'avait emporté de justesse en 2020, bascule à droite pour la première fois depuis plus de soixante-dix ans...

Le mouvement dirigé par Marine Tondelier a aussi échoué à conquérir **Lorient** (Morbihan) qui reste à droite avec le soutien des macronistes. Mais il conserve trois grandes villes : **Tours** avec Emmanuel Denis, **Grenoble** avec Laurence Ruffin et surtout **Lyon** avec Grégory Doucet.

Dans les trois cas, il s'agissait de listes d'union, y compris à Lyon où le maire sortant avait fusionné avec LFI dans l'entre-deux-tours. Mais la fusion n'a pas marché partout : à **Strasbourg**, la sortante Jeanne Barseghian avait aussi noué une alliance avec LFI, tout comme Léonore Moncond'huy à **Poitiers**.

Difficile, donc, d'en tirer des conclusions définitives. En attendant, Marine Tondelier s'en est pris à ses deux principaux partenaires à gauche, le PS et LFI. « *La gauche a été toxique pour elle-même dans cette campagne* », a indiqué sur TF1 la dirigeante des Écologistes, évoquant « *des propos inacceptables* » de Jean-Luc Mélenchon et « *des partisans à la droite d'Olivier Faure [...] qui voulaient raconter qu'on ne pourrait plus jamais travailler ensemble* ».

« *Les gauches irréconciliables, ça mène la gauche à sa perte*

et c'est ce qui se passe ce soir dans beaucoup de villes, poursuit Marine Tondelier. Des villes qui devaient basculer comme Limoges ne basculeront pas, et des villes qui étaient imperdables comme Tulle, comme Brest, deviennent ce soir des villes de droite. »

Les communistes prennent Nîmes et sauvent l'honneur

La plus grande ville communiste de France n'est plus **Montreuil** (Seine-Saint-Denis). Le Parti communiste français (PCF) a emporté une victoire symbolique à **Nîmes**, dans une triangulaire face à la droite sortante et au RN. Pour la formation dirigée par Fabien Roussel, qui avait été élu une semaine plus tôt à **Saint-Amand-les-Eaux** (Nord), le gain d'une ville de plus de 100 000

habitant-es vient enrayer le lent déclin d'une assise municipale historique.

Au-delà de l'exemple nîmois, le cru 2026 a charrié son lot de mauvaises nouvelles pour le PCF : la perte de **Vierzon** face à l'extrême droite en est une, comme celle de **Vénissieux** face aux insoumis. Les reconquêtes espérées au **Havre** (Seine-Maritime) et à **Arles** (Bouches-du-Rhône) n'ont pas abouti. En banlieue parisienne, le PCF sauve toutefois **Bobigny**, **Stains** et **Noisy-le-Sec** (Seine-Saint-Denis), **Ivry-sur-Seine** et **Vitry-sur-Seine** (Val-de-Marne).

Lénaïg Bredoux et Ilyes Ramdani